

**Cahier des Clauses Techniques Particulières
(CCTP)**

Commun aux 3 lots

DAF n° 2025 000551

O B J E T : Prestations de nettoyage et de repassage des articles d'habillement, de campement, de couchage et d'ameublement au profit de sites militaires (3 lots – relance suite à déclaration sans suite)

- ❖ Lot n°1 : Prestations de nettoyage et de repassage des articles d'habillement, de campement, de couchage et d'ameublement au profit des formations militaires situées à Gap (05) plus les postes militaires de montagne (PMM) de Montgenèvre, et de Saint-Etienne-en-Dévoluy et le centre de montagne et d'aguerrissement (CMA) d'Anceille soutenues par le GSC de GAP.
- ❖ Lot n°2 : Prestations de nettoyage et de repassage des articles d'habillement, de campement, de couchage et d'ameublement au profit des formations militaires situées à Nîmes, Garons, soutenues par le GSC de Nîmes – **Lot réservé.**
- ❖ Lot n°3 : Prestations de nettoyage et de repassage des articles d'habillement, de campement, de couchage et d'ameublement au profit des formations militaires situées à Laudun, soutenues par le GSC de Nîmes.

TABLE DES MATIERES

1.	OBJET	3
1.1.	DOCUMENTS DE REFERENCE	3
1.1.1.	NORMES APPLICABLES	3
1.1.1.1.	MÉTHODES D'ESSAIS (AUTRES QUE CHIMIQUES) DES FIBRES, FILS ET ÉTOFFES	3
1.1.1.2.	MÉTHODES D'ESSAIS CHIMIQUES OU PHYSIQUES	4
2.	SPECIFICATIONS TECHNIQUES (POUR TOUS LES LOTS)	4
2.1.	TERMINOLOGIE :	4
2.2.	LAVAGE	4
2.3.	NETTOYAGE INDUSTRIEL À L'EAU :	5
2.4.	NETTOYAGE À SEC (CAS EXCEPTIONNEL)	5
2.5.	DISPOSITIONS TECHNIQUES PARTICULIÈRES (POUR TOUS LES LOTS)	6
2.5.1.	TRAITEMENT DES ARTICLES PAR LAVAGE	6
2.5.1.1.	DÉPÔT DU LINGE SALE	6
2.5.1.2.	CAS DE LINGE CONTAMINÉ	6
2.5.1.3.	ASEPTISATION	6
2.5.1.4.	TRAITEMENT DE LAVAGE	7
2.5.1.5.	PRÉ-DÉTACHAGE	7
2.5.1.6.	PRODUITS LESSIVIELS	7
2.5.1.7.	NEUTRALISANTS	8
2.5.1.8.	AZURAGE	8
2.5.1.9.	TRAITEMENT SPÉCIAL « RE HYDROFUGATION »	8
2.5.1.10.	NETTOYAGE À SEC	8
2.5.2.	CONTENANTS ET EMBALLAGE	8
2.5.3.	QUALITE DE TRAITEMENT DES ARTICLES	8
2.5.3.1.	SERVICE SOIGNÉ	8
2.5.3.2.	SERVICE COURANT	9
2.5.3.3.	LAVAGE EN FILET :	9
3.	MODALITES D'EXECUTION (POUR TOUS LES LOTS)	9
3.1.	CONTENANTS – MODALITES D'ENLEVEMENT ET DE RESTITUTION	9
3.1.1.	DÉLAIS DE MISE À DISPOSITION - LIEUX DE RETRAIT ET DE RESTITUTION DES	9
	CONTENANTS	9
3.1.2.	MODALITÉS DE TRANSPORT DES ARTICLES	10
3.2.	MODALITÉS DE STOCKAGE ET DE MANUTENTION DES ARTICLES PAR LE	
	TITULAIRE	11
3.2.1.	AVANT TRAITEMENT DES ARTICLES/EFFETS À TRAITÉS	11
3.2.2.	APRÈS TRAITEMENT DES ARTICLES/EFFETS TRAITÉS	11
3.2.3.	PARTICULARITÉ DU LINGE « HÉBERGEMENT »	11
3.3.	MODALITES DE RESTITUTION DES ARTICLES	11
3.4.	DELAIS D'EXECUTION	11
3.4.1.	DEMANDE D'ENLÈVEMENT	11
	LE DÉLAI ENTRE LA DEMANDE D'ENLÈVEMENT DES EFFETS, COURT ENTRE LA	
	NOTIFICATION DE LA DEMANDE D'ENLÈVEMENT AU TITULAIRE ET LA DATE	
	D'ENLÈVEMENT DES EFFETS PAR LE TITULAIRE. ELLE NE SAURAIT EXCÉDER 5 JOURS	
	OUVRÉS.	11
3.4.2.	DÉLAIS D'EXÉCUTION	11
3.5.	QUALITE D'HYGIENE ET NON TOXICITE DES ARTICLES REMIS A DISPOSITION	
	PAR LE TITULAIRE	12
3.6.	VISITE DE CONTROLE	12

1. OBJET

Le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) a pour objet de définir les modalités techniques d'exécution des prestations objet des accords-cadres :

- Des prestations de lavage ;
- De nettoyage professionnel à l'eau ;
- De repassage d'articles d'habillement, d'ameublement et de couchage ;

au profit des formations militaires relevant des Groupement de soutien du Commissariat (GSC) soutenues par la plate-forme Commissariat Sud à Toulon (PFC Sud), réparties en trois lots :

- ❖ Lot n°1 : Prestations de nettoyage et de repassage des articles d'habillement, de campement, de couchage et d'ameublement au profit des formations militaires situées à Gap (05) plus les postes militaires de montagne (PMM) de Montgenèvre, et de Saint-Etienne-en-Dévoluy et le centre de montagne et d'aguerrissement (CMA) d'Anceille soutenues par le GSC de GAP.
- ❖ Lot n°2 : Prestations de nettoyage et de repassage des articles d'habillement, de campement, de couchage et d'ameublement au profit des formations militaires situées à Nîmes, Garons, soutenues par le GSC de Nîmes – **Lot réservé.**
- ❖ Lot n°3 : Prestations de nettoyage et de repassage des articles d'habillement, de campement, de couchage et d'ameublement au profit des formations militaires situées à Laudun, soutenues par le GSC de Nîmes.

Pour mémoire, le lot 2 fait l'objet d'une réservation à des opérateurs économiques employant des travailleurs handicapés.

1.1. DOCUMENTS DE REFERENCE

Conformément à l'article R 2111-8 du Code de la Commande Publique (CCP), les spécifications techniques sont formulées :

- Soit par référence à des normes ou à d'autres documents équivalents
- Soit en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles
- Soit par une combinaison des deux

1.1.1. NORMES APPLICABLES

La liste ci-dessous n'est pas exhaustive, à cet effet, le titulaire du marché doit :

- Actualiser la liste initiale au vu des modifications intervenues postérieurement à l'élaboration du présent document et prendre en compte toute autre norme que celles citées au contrat, et qui présenteraient un intérêt vis-à-vis des prestations objet du présent marché,
- Observer, outre les spécifications techniques du présent CCTP, les prescriptions légales ou réglementaires en vigueur, telles que la normalisation, le code du travail et le code de la commande publique,
- Informer et faire bénéficier l'administration de toute nouveauté ou évolution des normes ou de la réglementation relative aux fournitures et prestations, objet du marché, en précisant les références des textes et leur origine (obligation de conseil).

Cette nouvelle norme sera applicable dans les conditions de l'article 4.6 du CCAP relatif à la clause de réexamen.

Normes générales :

- NF G 00.001 Sep. 1985 - Textiles, dictionnaire des termes normalisés,
- NF EN 14065 Déc. 2016 – Textiles – Textiles traités en blanchisserie – Système de maîtrise de la bio contamination.

1.1.1.1. Méthodes d'essais (autres que chimiques) des fibres, fils et étoffes

- NF EN ISO 4920 Jan. 2013 – Etoffes, détermination de la résistance au mouillage superficiel – essai d'arrosage (G 07.321) ;

- NF EN ISO 811 Mai 2018 – Textiles - Détermination de la résistance à la pénétration de l'eau – essai sous pression hydrostatique (G 07.057) ;
- NF EN ISO 5077 Nov. 2008 – Textiles - Détermination des variations dimensionnelles au lavage et au séchage domestique (G07-127) ;
- NF G07-184 Déc. 1985 – Textiles – Comportement aux feu - Méthode de classement en fonction de la surface brûlée.

1.1.1.2. Méthodes d'essais chimiques ou physiques

- NF T73-703 oct.1997 – Poudre à laver. Dosage de l'oxygène actif. Méthode titrimétrique (EQV ISO 4321) ;
- NF T73-600 Mai 1972 – Agents de surface – contrôle de certains effets de blanchissage. Elaboration et mise en œuvre d'un tissu de coton témoin souillé ;
- NF T73-601 – Agents de surface – contrôle de certains effets de blanchissage. Méthodes d'analyses et d'essais d'un tissu de coton non souillé ;
- RAPPORT D'ÉTUDE 10/05/2011 N° DRC-11-109458-01733B État des lieux des technologies alternatives au nettoyage à sec au perchlorethylène).
- Spécification technique N°A23-2010 du 18 mai 2010 du groupe d'étude des marchés d'habillement et de textile (GEMHT), applicable au blanchissage et au nettoyage professionnels des articles textiles.

2. SPECIFICATIONS TECHNIQUES (pour tous les lots)

Pour tous les lots et conformément à l'article 10.8.4 du CCAP, le titulaire du marché est soumis à une obligation de résultat, il devra ainsi mobiliser tous ses moyens humains et matériels pour réaliser les prestations de nettoyage des effets qui lui seront confiés dans les règles de l'art (garantie d'hygiène et de qualité).

2.1. TERMINOLOGIE :

- PFC Sud : Plate-forme commissariat Sud à Toulon ;
- CCTP : cahier des clauses techniques particulières ;
- GSC : Groupement de soutien du commissariat ;
- AMPHOTERE : se dit d'une substance, d'un ion qui peut avoir un rôle tantôt acide, tantôt basique ;
- ANIONIQUE : relatif aux anions (ion de charge électrique négative) ;
- AZURANT : colorant bleu ou violet utilisé pour l'azurage (addition d'azurant au cours du blanchiment d'un tissu, d'un linge, pour en aviver l'éclat) ;
- CALANDRAGE : opération consistant à repasser les étoffes, le papier par passage sur des rouleaux chauffants ;
- CALANDRER : repasser le linge par passage en étiration sur des rouleaux chauffants ;
- CALANDRE : machine à cylindres pour lisser, lustrer ou glacer les étoffes (repassage des étoffes) ;
- ETHAMINE : Ethanol : dérivée de l'éthane (alcool éthylique) ;
- HYDROFUGATION : se dit d'un produit qui appliqué en enduit ou mêlé à la masse d'un matériau, préserve de l'humidité par obturation des pores ou modification de l'état capillaire de la surface ;
- IONIQUE : dû à des ions ; relatif à des ions ;
- Liaison ionique : liaison qui unit par attraction électrostatique des ions de signes contraires dans les cristaux ;
- SILICATE : entre dans la composition, dans la majorité des roches magmatique et métamorphique (cristallisation des minéraux).

2.2. Lavage

Conformément aux règles de l'art, les traitements de lavage s'appliquent aux seuls articles pour lesquels un traitement en milieu aqueux détergent est possible, sans nuire à leurs qualités d'usage et d'aspect.

Le cycle de lavage comprend les opérations suivantes :

- Tri suivant le code d'entretien, ou nature des composants, et examen des poches que comportent les articles ;
- Lavage au cours d'opérations successives, groupées en cycle ;
- Rinçage pour éliminer en plusieurs fois les résidus des opérations précédentes ;
- Essorage, afin d'éliminer la plus grande partie de l'eau retenue par les fibres textiles ;
- Séchage, afin d'éliminer l'humidité ;
- Remise en forme ou repassage suivant le type d'article traité ;
- Groupage et conditionnement des articles en vue de leur livraison.

Pour les articles blancs, le traitement par azurage est assuré durant le cycle normal de lavage.

Au cours du rinçage, la neutralisation de l'eau est assurée par l'adjonction d'une solution acide en fonction du potentiel hydrogène (pH) du bain après refroidissement. Le niveau de neutralité de l'eau de rinçage doit être contrôlé par une chaîne de mesure permettant de garantir la qualité du linge (pas de jaunissement au repassage) et surtout son bon usage au porter.

2.3. Nettoyage industriel à l'eau :

Conformément aux règles de l'art, ce procédé permet de laver avec de l'eau, les textiles délicats, tout en conservant leurs propriétés sans les endommager.

Né de préoccupations écologiques, ce procédé qui respecte les fibres consiste à laver des textiles délicats en utilisant de l'eau, des produits lessiviels adéquats préservant les fibres. Pour parvenir à ce résultat, le procédé va jouer sur trois paramètres fondamentaux du processus :

- **Maîtrise de l'aspect mécanique** : par programmation du mouvement et de la vitesse de rotation du tambour lors du lavage et surtout de l'essorage afin de ne pas endommager les fibres ;
- **Maîtrise de la température** et du degré d'humidité résiduelle : ce dernier paramètre limite les risques de feutrage ;
- **Maîtrise de l'action chimique** par des pompes doseuses qui délivrent la quantité nécessaire de produits lessiviels adéquats lors du lavage et par une surveillance constante du Ph du bain (pas d'agression du textile).

Le procédé du nettoyage à l'eau est finalisé par l'étape de finition soit sur table à repasser, soit sur un mannequin ou topper.

Le procédé de nettoyage à l'eau implique l'utilisation de laveuses-essoreuses équipées pour ce type de prestation (elles sont généralement toutes équipées d'un variateur de fréquences permettant tout type de programmation).

Ce procédé est une alternative au nettoyage à sec et répond à la politique de développement durable du ministère des Armées.

Afin de déterminer les capacités de nettoyage professionnel à l'eau, le titulaire du marché devra nous spécifier les moyens matériels et humains pour réaliser ce type de prestation.

Il devra également définir les quantités de linge pouvant être traité par jour par ce procédé.

2.4. Nettoyage à sec (cas exceptionnel)

Dans les cas exceptionnels où le nettoyage industriel à l'eau est techniquement impossible, le recours au nettoyage à sec est admis. Le prestataire doit alors répondre à toutes les exigences de l'arrêté-type réglementant ce procédé.

Les traitements de nettoyage à sec s'appliquent aux seuls articles pour lesquels un traitement en milieu solvant est possible, sans nuire à leur qualité d'usage et à leur aspect.

Le cycle de nettoyage à sec comprend les opérations suivantes :

- tri suivant le code d'entretien ou la nature des composants, et examen des poches que comportent les articles ;
- nettoyage en milieu solvant au cours d'opérations successives groupées en cycle ;

- brossage ou détachage manuel avant nettoyage ;
- détachage éventuel après nettoyage.
- séchage éliminant en totalité le solvant liquide résiduel ;
- désodorisation des articles ;
- finition des articles ;
- groupage et conditionnement des articles en vue de leur livraison.

2.5. DISPOSITIONS TECHNIQUES PARTICULIERES (pour tous les lots)

Les lieux, jours et plages horaires pour l'enlèvement et la restitution des articles sont mentionnés à l'annexe 1 de chacun des lots du présent CCTP.

2.5.1. TRAITEMENT DES ARTICLES PAR LAVAGE

2.5.1.1. Dépôt du linge sale

Le linge sale sera déposé par les utilisateurs dans des contenants adaptés disposés à l'endroit dédié à cet effet (cf. Art 3.1 ci-dessous et annexe 1 de chacun des lots du CCTP).

Au préalable, les utilisateurs auront :

- Vidé les poches des vêtements concernés, cependant, afin d'éviter tous risques d'endommagement des effets et des machines ou matériels du titulaire, ce dernier devra réaliser une vérification contradictoire avant nettoyage,
- Trié les articles/effets à traiter par catégorie, identifié et remis séparément les articles déchirés et les articles à ré-hydrofuger.
- Vérifié que chaque article porte une identification du site de provenance,
- Comptage : Les effets enlevés sont dénombrés par le représentant du titulaire sous le contrôle de la personne publique. Un dénombrement est consigné par nature d'article sur le bon d'enlèvement/ restitution (annexe G au CCAP pour chacun des lots) en double exemplaire daté et signé par les deux parties. Un des exemplaires est remis au titulaire, l'autre est conservé par la personne publique. La date d'enlèvement ou de remise est le point de départ du délai d'exécution. Ce comptage est effectué dans le local de la personne publique.

Tout article trouvé (de type, par exemple, stylo, broche, bouton...) devra être remis au bénéficiaire lors de la restitution des effets traités et mentionné au bon d'enlèvement-restitution (annexe G au CCAP, pour chacun des lots).

2.5.1.2. Cas de linge contaminé

En cas de linge contaminé, les utilisateurs en informeront le titulaire.

La contamination peut être :

- Biologique : linge d'infirmerie souillé, contamination virale (Covid-19) ;
- Parasitaire : linge infesté par la gale, les punaises de lit ;
- Chimique : poussières de plomb.

La prise en charge et le traitement du linge contaminé nécessiteront une organisation adaptée :

Par anticipation, le titulaire met à disposition des utilisateurs une quantité suffisante, de contenants spécifiques (cf. article 3.1 du présent CCTP), facilement identifiables et empêchant la prolifération de la contamination.

Un protocole d'utilisation ou mode d'emploi sera obligatoirement fourni en même temps que les contenants.

- o Exemple de contenants : sacs hermétiques ou sacs hydrosolubles ou autre.

2.5.1.3. Aseptisation

Pour tout effet contaminé, le titulaire doit mettre en œuvre un traitement garantissant une aseptisation des effets, par effet thermique et/ou par l'utilisation de lessive antiseptique.

2.5.1.4. Traitement de lavage

Le titulaire, soumis à une obligation de résultat dans le respect des règles de l'art, est libre du choix des méthodes de traitement, sous réserve du respect des dispositions suivantes :

Les cycles de lavage doivent être étudiés afin d'assurer :

- Un mouillage rapide des fibres permettant une action immédiate des produits lessiviels ;
- Une élimination progressive des salissures (particulièrement en fin de prélavage) ;
- Un respect des températures du bain garantissant une conservation des qualités du tissu (retrait, cassures, perte de coloris ...) ;
- Un dosage des produits et un temps de traitement pour une détergence optimale ;
- Une action mécanique suffisante (quantité de linge par tambour en fonction du type d'article : respect du linge) ;
- Une neutralisation contrôlée pour une bonne qualité en repassage ;
- Des produits lessiviels garantissant le maintien d'un blanc éclatant (taux de grisage faible) et une usure réduite du linge ;
- Un processus de refroidissement progressif de bain évitant les cassures du polyester.

Le blanchiment dans le bain de lavage (lessive perboratée ou adjonction de peroxyde d'hydrogène avec des activateurs basse température) est préféré à la javellisation. A défaut, le blanchiment par javellisation doit respecter :

- Les dosages et la température de bain afin de limiter l'agression du tissu ;
- La neutralisation par de l'hypochlorite de sodium.

La javellisation peut intervenir ponctuellement en complément du blanchiment dans le bain par peroxyde d'hydrogène particulièrement si le blanchiment est insuffisant.

Le traitement de chlorage des articles teints est rigoureusement interdit.

Le séchage des articles peut être réalisé par :

- Passage en sècheuse repasseuse ;
- Passage en tunnel de finition ;
- Séchoir rotatif.

Dans tous les cas, les procédés choisis ne doivent en aucun cas endommager les effets.

2.5.1.5. Pré-détachage

Si besoin, le prestataire assure un pré-détachage particulièrement pour les salissures et les taches tenaces (matières grasses, peinture, encre ou hydrocarbures), ou sur des zones particulièrement sales (cols, poignets, ...).

2.5.1.6. Produits lessiviels

Les produits lessiviels seront de type bio dégradables ; leur dosage sera adapté au type et à la quantité d'articles/effets à traiter.

Ils seront composés :

- De tensio-actifs nécessaires au mouillage, à la détergence (élimination de tâches, dissolution dans le bain, maintien des salissures grasses dans le bain) et au traitement de finition ;
- D'agents alcalins ;
- D'agents de traitement de l'eau (agents neutralisant le calcium et le magnésium afin de limiter le dépôt de tartre) ;
- D'agents de blanchiment avec activateur ;
- D'enzymes pour le traitement des tâches protéiniques (sang) ;

- De produits auxiliaires comme des agents anti-redéposant ou azurants optiques.

2.5.1.7. Neutralisants

Les produits alcalins sont neutralisés dans le bain par l'adjonction d'un acide contrôlé par une chaîne pH métrique.

2.5.1.8. Azurage

Le traitement d'azurage est interdit pour les articles teints et les articles spéciaux de camouflage.

2.5.1.9. Traitement spécial « RE HYDROFUGATION »

Le traitement de ré-hydrofugation est réalisé en finition dans le bain de lavage aux dosages adéquats. Le résultat doit permettre d'obtenir un indice minimal de résistance au mouillage superficiel de 4.

2.5.1.10. Nettoyage à sec

Le prestataire peut assurer si besoin un pré-détachage sur des zones particulièrement sales (cols, poignets...).

Pour assurer la détergence des salissures maigres (non dissoutes dans le bain de solvant), le prestataire rajoute un renforçateur avec un peu d'eau.

La quantité maximale de renforçateur autorisée est de 5 g/l.

Pour permettre l'élimination des tâches maigres, de l'eau peut être ajoutée au bain de nettoyage. Dans ce cas, la présence de renforçateur est obligatoire. La quantité maximale d'eau autorisée est de 5 % par rapport à la masse du linge.

2.5.2. CONTENANTS ET EMBALLAGE

La mise à disposition de contenants adaptés aux articles/effets à traiter est à la charge du titulaire. Conformément aux quantités d'effets renseignées aux pièces financières de chacun des accords-cadres et aux délais d'exécution renseignés à l'article 4.2 du CCAP, le titulaire mettra à disposition une quantité de contenants suffisante pour assurer l'intégralité des prestations.

L'emballage individuel des effets nettoyés est à la charge du titulaire.

Le titulaire doit prendre les mesures logistiques nécessaires afin d'assurer pendant le transport, une séparation physique du linge propre et du linge sale (moyens différents, cloisonnement, etc.).

En vertu de la loi n° 2020-105 du 10/02/2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire, le prestataire sera jugé sur ses performances en matière de développement durable (cf. cadre de réponse technique).

2.5.3. QUALITE DE TRAITEMENT DES ARTICLES

Conformément à l'article 10.8.4 du CCAP, le titulaire, soumis à une obligation de résultat, restituera tous les effets parfaitement propres.

2.5.3.1. Service soigné

Le service soigné comporte le lavage ou le nettoyage industriel à l'eau, le détachage vapeur ou eau pulvérisée, le repassage mécanique, les retouches et les finitions main.

Les pantalons, les parkas, les tenues de parade blanches ainsi que les vestes devront être impérativement repassés.

La finition doit avoir pour effet de redonner la présentation désirée.

Les articles non repassés doivent toutefois être légèrement étirés avant pliage normal. Certains articles peuvent être pliés dans les machines spécialement conçues à cet effet.

Les chemises, chemisiers et chemisettes doivent être livrés boutonnés, le col repassé.

Les pantalons et les jupes faisant l'objet d'un service soigné doivent être suspendus par la taille.

Les effets du service soigné sont restitués individuellement sous housse plastique et sur cintre, lorsque cela s'y prête (jupes ; pantalons ; vestes de service ou de sortie ; tenues TDF ; blousons MDR ; pantalons de service ou de sortie ; gilets de service ; uniformes ; chemisiers ; chemises et chemisettes ; vestes et manteaux cadres).

Les articles/effets relevant d'un service soigné sont identifiés aux pièces financières respectives de chacun des accords-cadres.

2.5.3.2. Service courant

Les articles/effets qui font l'objet **d'un service courant** sont lavés et repassés conformément aux règles de l'art.

Les articles/effets à traiter sont pliés suivant les règles habituelles du commerce, sous le même format et restitués sous housse plastique micro perforé par paquet de dix (10).

Les articles finis sont présentés et conditionnés de la manière suivante :

- Le titulaire est tenu de plier les effets, à l'exception des gilets de corps et des articles chaussants et des articles de cuisine ;
- Les articles « plats ordinaires » (draps, serviettes de table, torchons, etc.) sont calandrés et pliés automatiquement.

2.5.3.3. Lavage en filet :

Le **lavage en filet** permet le blanchissage simultané d'un ensemble d'effets pouvant suivre les mêmes processus de lavage, essorage et séchage. Les filets n'étant pas ouverts par le titulaire, les effets ne font l'objet ni de repassage, ni de pliage. Afin de garantir l'efficacité du processus, les filets ne doivent pas être remplis par la personne publique au-delà des deux tiers de leur contenance.

Les filets de lavage doivent pouvoir être identifiables, résister aux usages intensifs de la blanchisserie (lavage 90°C, séchage 110°C...) et ne pas s'ouvrir lors des opérations en machine.

3. MODALITES D'EXECUTION (pour tous les lots)

Conformément à l'article 6 du CCAP, le titulaire se voit appliquer des pénalités de retard ou pénalités pour non-respect des clauses d'exécution de l'accord-cadre.

3.1. CONTENANTS – MODALITES D'ENLEVEMENT ET DE RESTITUTION

Le linge est transporté dans des contenants adaptés (sacs, en conteneurs, en caisses, en armoires mobiles, etc.) fournis par le titulaire.

3.1.1. Délais de mise à disposition - Lieux de retrait et de restitution des contenants

Les détails des points de contact et points de collectes et livraisons figurent en annexe 1 au CCTP, de chacun des lots.

- Lot 1 (GSC Gap) : le titulaire dispose d'un délai de 30 jours calendaires maximum à compter de la notification du marché pour effectuer la mise en place des contenants,
- Lots 2 et 3 (GSC Nîmes) : en lien avec le marché précédent et à toute fin d'éviter une rupture de service, le titulaire aura mis en place les contenants pour le 01/09/2025 au plus tard.

Pour chaque site bénéficiaire, l'autorité responsable de l'exécution des prestations remettra les articles au titulaire, en ayant au préalable vérifié :

- que chaque article porte une identification du site de provenance ;
- que le nombre d'articles à laver, à nettoyer à l'eau et à repasser soit en adéquation avec celui inscrit sur le bon de commande.

Les articles sales sont transportés en filet de lavage, en sacs hydrosolubles, en conteneurs, en caisses, en armoires mobiles ou autre contenant adapté fournis par le titulaire.

Les mêmes filets, sacs, conteneurs, caisses, armoires ou autre contenant adapté peuvent être utilisés pour le transport des articles propres après lavage et désinfection.

Les contenants mis à disposition par le titulaire pour l'enlèvement des effets sales et la restitution des effets propres sont adaptés à la quantité et à la saleté des articles identifiés comme ci-dessous :

- Effets sales non contaminés : sacs solides et refermables, conteneurs, caisses, armoires mobiles ou autre contenant adapté ;
- Effets sales contaminés : sacs hermétiques ou sacs hydrosolubles ou autre.

Cas particulier du CMA d'Ancelle (Lot 1) :

L'attention du titulaire est portée sur l'évolution de fréquence de prise en charge du linge lors des périodes de stages.

En période d'activité soutenue, correspondant aux périodes de stages (de janvier à avril) les jours de prise en charge du linge sont **les lundi et jeudi**.

En période d'activité dite normale, le jour de prise en charge est le lundi. Durant cette période, l'activité sera exécutée via une dizaine d'interventions à définir avec le bénéficiaire.

3.1.2. Modalités de transport des articles

Les effets à enlever sont dénombrés par le représentant du titulaire sous le contrôle de la personne publique.

Chaque enlèvement et restitution d'articles/effets fait l'objet d'un bon d'enlèvement/bon de restitution faisant apparaître les mentions ci-dessous (cf. annexe G du CCAP pour chaque lot concerné):

- L'identification de l'administration ;
- L'identification du titulaire ;
- La référence du marché ;
- Le numéro de bulletin ;
- La date d'enlèvement des articles ;
- La date de restitution des articles ;
- La désignation, la quantité des articles lors de l'enlèvement ;
- La désignation, la quantité des articles lors de la restitution ;
- La désignation de la prestation à effectuer ;
- Le nom, la qualité et la signature du titulaire et du représentant de la personne publique.

Les articles à traiter sont enlevés par le titulaire au moins une fois par semaine (solution la plus économique à privilégier), aux jours et aux heures fixés en commun entre les deux parties dans les périmètres définis par les différents sites (voir annexe 1 pour chacun des lots du présent CCTP).

Ils sont accompagnés du bon d'enlèvement/restitution (annexe G au CCAP pour chaque lot) daté portant l'indication du nombre et de la nature des articles.

Les délais d'exécution sont mentionnés à l'article 3.4 ci-dessous

En cas de perte, détérioration, décoloration des effets ou des matières, ainsi qu'en cas de dégradation chimique des articles traités, les observations seront mentionnées sur le bon d'enlèvement et de restitution et feront l'objet de pénalités (article 6.4 du CCAP).

L'absence d'articles lors de la restitution sera mentionnée sur le bon de restitution et fera l'objet d'une réfaction et d'une pénalité de retard (articles 5.2.4 et 6.3 du CCAP).

Le titulaire doit prendre les mesures logistiques nécessaires afin d'assurer pendant le transport, une séparation physique du linge propre et du linge sale (moyens différents, cloisonnement, etc.).

Lors de la restitution des articles/effets, la vérification quantitative est effectuée par les deux parties (cf. art. 5.1 du CCAP).

Une attention particulière doit être apportée aux difficultés de transport en conditions hivernales inhérentes à l'altitude du :

Lot 1	GSBdD De Gap (05) + les Postes De Montagne (PMM) de Montgenèvre, d'Ancelle et de Saint-Etienne-En-Dévoluy (05).
--------------	--

3.2. MODALITES DE STOCKAGE ET DE MANUTENTION DES ARTICLES PAR LE TITULAIRE

3.2.1. Avant traitement des articles/effets à traités

Le titulaire respecte les règles suivantes :

- Les zones des ateliers où sont effectués le stockage et les manutentions des articles avant le traitement sont différentes de celles où sont effectués le stockage et les manutentions après le traitement,
- Le stockage avant traitement est effectué à l'abri de l'humidité,
- Le personnel manipulant les articles pour identification, comptage, tri doit être doté des équipements de protection individuelle adapté (vêtements, gants, lunettes, etc.), notamment lors de la manipulation des effets contaminés.

3.2.2. Après traitement des articles/effets traités

Le titulaire respecte les règles suivantes :

- L'emballage, la mise en sacs ou en conteneurs des articles traités sont effectués dans le délai le plus bref après la dernière opération de traitement,
- Les emballages, sacs ou conteneurs utilisés sont hygiéniquement propres,
- Les chariots de transport des effets propres seront livrés filmés par le titulaire,
- Le stockage après traitement est effectué à l'abri de toute humidité.

3.2.3. Particularité du linge « hébergement »

Les oreillers doivent être emballés pour assurer leur maintien en propreté sur les lieux de stockages intermédiaires.

Les draps, draps housses ou housses de matelas pliés sont emballés par quantité de dix (10) unités identiques dans du film thermo-rétractable micro-perforé résistant à la manutention manuelle et suffisamment antidérapant pour permettre la palettisation et le gerbage sur au moins 5 niveaux.

Les couvertures pliées sont réunies par 5 unités identiques et maintenues entre elles par deux cerclages en ruban résistants (polypropylène, kraft, etc.).

3.3. MODALITES DE RESTITUTION DES ARTICLES

Les articles traités, finis et conditionnés sont transportés à l'endroit, aux jours et aux heures déterminés conjointement par les parties (cf. annexe 1 au CCTP, pour chacun des lots).

Les articles restitués sont conditionnés par nature/catégorie (ex : draps, couettes, housses, etc.) et en fonction de leurs dimensions notamment pour le linge de lit, etc.

Les articles déchirés sont restitués séparément.

3.4. DELAIS D'EXECUTION

3.4.1. Demande d'enlèvement

le délai entre la demande d'enlèvement des effets, court entre la notification de la demande d'enlèvement au titulaire et la date d'enlèvement des effets par le titulaire. Elle ne saurait excéder 5 jours ouvrés.

Dans le cas d'une demande d'enlèvement portant sur plusieurs périodes, ce délai n'est en prendre en compte que pour la première période.

3.4.2. Délais d'exécution

Le délai d'exécution des prestations débute à la date d'enlèvement des effets tel que :

- 7 jours calendaires pour tout le linge de corps et les effets à base de coton ;
- 15 jours calendaires pour les effets à base de laine et les articles de couchage.

Ces délais pourront être majorés par accord entre le titulaire et le bénéficiaire de 7 jours calendaires en cas de remise de quantités exceptionnellement importantes dans les conditions prévues à l'article 4.3 du CCAP.

3.5. QUALITE D'HYGIENE ET NON TOXICITE DES ARTICLES REMIS A DISPOSITION PAR LE TITULAIRE

Qualité hygiénique :

Les articles remis à disposition de la personne publique par le titulaire sont hygiéniquement propres, c'est-à-dire qu'ils ne contiennent pas de micro-organismes pathogènes en nombre suffisant pour provoquer une maladie humaine.

La personne publique se réserve le droit de vérifier la qualité hygiénique du linge restitué par des contrôles microbiologiques réalisés au moment et au lieu de remise à disposition des articles.

Ces contrôles sont effectués sur un article de corps (gilet, slip) et sur un drap de lit remis par le titulaire. Les articles prélevés sont emballés sous film thermoplastique résistant au transport, à la sortie du séchoir ou de la calandre.

Les frais de contrôle sont pris en charge par la personne publique.

Non toxicité :

Les articles remis à disposition de la personne publique sont exempts de résidus de produits de traitement susceptibles de provoquer des intoxications chez les personnes les manipulant où les utilisant.

3.6. VISITE DE CONTROLE

La personne publique se réserve le droit d'effectuer des visites inopinées pendant la durée du marché.

Dans ce but, la personne publique effectue tous les examens qu'elle juge nécessaire :

- prélèvement de linge et de produit aux fins d'analyse,
- photographies, etc...

Ces visites ont pour objet de vérifier que :

- les installations respectent le circuit "marche en avant " (en aucun cas le linge sale ne doit se trouver en contact avec le linge propre),
- les locaux sont conformes à la réglementation en vigueur,
- les sols sont lavables.